

Déclaration liminaire du SNUipp-FSU Ardèche CAPD du 15 avril 2020

Le virus qui touche le paritarisme depuis le 1er janvier 2020 risque d'entamer durablement la confiance de la profession envers les opérations de gestion administratives. On le voit bien au niveau national, l'absence d'écoute et de dialogue crée le terreau de la perte des repères collectifs, favorise le repli individualiste. **C'est ce que cherche ce gouvernement à travers la loi de transformation de la fonction publique : isoler et diviser les fonctionnaires pour mieux les contrôler.**

Sauf que nos collègues ne s'y trompent pas car on leur a déjà joué le refrain en 2008. Face à la colère et l'incompréhension des changements imposés, comme toujours, d'en haut, sans concertation, ils se sont organisés pour lutter contre le déferlement technocratique du nouveau management public. Nous avons retrouvé, après des années de lutte, un fonctionnement équilibré et bénéfique à tous.

Retour en arrière : on dit maintenant à la profession que ce qui la concerne ne la regarde plus. On lui ôte les moyens de contrôler collectivement que tout le monde est sur un pied d'égalité. Quand la transparence disparaît sur les mutations, bientôt les promotions, c'est tout l'édifice collectif qui est remis en question. C'est aussi la porte ouverte aux plus grandes bêtises, comme celle obligeant à placer 12 vœux larges dans ses vœux au mouvement dans certains départements. C'est heureusement l'inverse qui se produit dans notre académie : le nombre de vœux a tendance à réduire.

Nous avons mis des années à démontrer en Ardèche que les vœux de secteurs obligatoires ne servaient à rien sauf à créer des situations de frustrations professionnelles et de difficulté familiale et sociales où les personnels sont nommés à contrecœur sur des secteurs éloignés de leur lieu de vie. Désormais, avec les Lignes Directrices de Gestion, tout sera possible puisque tout est piloté d'en haut et qu'il faut rentrer dans le cadre ! Peu importe que celui-ci soit inadapté à notre milieu de vie ! Comme le redécoupage des circonscriptions, le ministère s'auto-satisfait car il a l'impression que bouger les lignes suffit pour être un bon gestionnaire.

La vérité, c'est que rien ne peut se faire sans les personnels. On le perçoit avec acuité en ce moment. Pour le SNUipp, il est temps de revenir sur la Loi de transformation de la fonction publique et de donner au paritarisme et donc au dialogue social toute la place qu'il mérite.

Nous alertons une fois de plus sur le nombre de tâches administratives qui s'accroît fortement ces derniers jours. Nous répétons que la procédure Affinet et celles relatives au maintien ou à la poursuite de scolarité ont été maintenues selon la procédure habituelle, procédure particulièrement inadaptée cette année, compte tenu des contraintes liées au confinement. Dans l'immédiat, nous continuons à demander que l'ensemble de ces opérations soit reporté. Nous nous sommes adressés au ministre dans ce sens. Il en est de même concernant les enquêtes, visant à recenser les élèves dépourvus d'outils numériques à leur domicile. Ce recensement a été effectué dès le début de la période de confinement et a d'ores et déjà été transmis aux inspecteurs de circonscription, une deuxième fois dans le cadre du partenariat avec La Poste et maintenant une troisième fois en réponse à la DGESCO.

Enfin, des questions visant à pointer les familles qui ne répondraient pas aux sollicitations, quitte à envoyer les forces de l'ordre leur rappeler leur obligation, suscitent notre inquiétude. Ces demandes constituent une surcharge de travail inacceptable pour les équipes enseignantes. Elles porteraient par ailleurs gravement atteinte à la vie des familles, dont nul ne connaît les obligations et difficultés en ces temps confinés.

Pour nombre de nos collègues, l'école manque. Ils et elles préféreraient reprendre le cours des choses, revoir les élèves, leurs parents, les collègues, les ATSEM, les AESH... Car cette école à distance reste frustrante, la continuité des activités scolaires incomplète et nous l'avons déjà dit par ailleurs, elle exacerbe les inégalités. Mais ce retour prévu le 11 mai soulève des interrogations quand dans le même temps tous les lieux rassemblant du public resteront fermés... Alors reprendre oui, mais pas dans n'importe quelles conditions. N'oublions pas que nous avons la responsabilité de jeunes enfants. A 3 ans comme à 6, le respect des gestes barrières tout au long de la journée, la distanciation sociale n'a pas de sens. A l'école, le matériel est collectif, les sanitaires et lavabos en nombre insuffisants. Les élèves sont en contact permanent. Nous le savons pour l'avoir vécu dans les moments d'accueil d'urgence à effectif très réduits : qu'en sera-t-il sur l'ensemble d'un groupe classe ? Il s'agira d'être clair et de ne pas multiplier les consignes locales contradictoires comme cela a été le cas dans certaines circonscriptions parfois.